

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 16 décembre 2025

Nos réf. : SAU/NC/MI n° 25 - 682

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LACOSTE OPERATIONS

25, rue Jules Didier
10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 novembre 2025 dans l'établissement LACOSTE OPERATIONS implanté 25, rue Jules Didier - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS. L'inspection a été annoncée le 04 novembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACOSTE OPERATIONS
- 25, rue Jules Didier - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société LACOSTE OPERATIONS (anciennement DEVANLAY LACOSTE) est spécialisée dans la teinture et les apprêts sur des textiles en coton. L'établissement est un site dit « de production intégrée » qui fabrique des polos à partir de fils neufs. Les trois grandes étapes de production sont le tricotage, la teinture et la confection. Les produits textiles issus de la fabrication sont destinés au marché sous la marque LACOSTE.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 26/05/2010, article 4.4.4	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
4	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant présente des non-conformités concernant la température des rejets pour lesquelles il déclare avoir déjà mis en oeuvre des actions correctives.

Une nouvelle visite d'inspection devra être menée en 2026 pour constater l'efficacité des actions mises en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'exploitant a réalisé sa déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets de 2024 le 26/03/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; -la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; -les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

<p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets dangereux produites ; - ses prélèvements dans les eaux souterraines ; - les volumes d'eau rejetés. <p>Par sondage, il a été constaté à partir des déclarations réalisées sur la plateforme GIDAF que les rejets annuels en DCO et MES étaient inférieurs aux seuils de déclaration GEREPA pour ces polluants (respectivement 150 et 300 t/an) pour les années 2023 (respectivement environ 37 et 5 t/an) et 2024 (respectivement environ 31 et 4 t/an).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Respect des VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2010, article 4.4.4</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Article 4.4.4.4 Température</p> <p>La température des eaux résiduaires rejetées doit être strictement inférieure à 30°C.</p> <p>Les valeurs en température font l'objet d'un enregistrement en continu.</p> <p>Article 4.4.4.5. pH</p> <p>La valeur du pH des eaux résiduaires rejetées après pré-traitement doit être comprise à tout instant entre 5,5 et 8,5 ; 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>Article 4.4.4.6. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après pré-traitement</p> <p>La qualité des eaux résiduaires ne dépasse pas les concentrations et flux définis pour les paramètres listés dans le tableau ci-après.</p> <p>[voir tableau]</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les déclarations réalisées par l'exploitant sur la plateforme GIDAF, l'exploitant a présenté les dépassements suivants entre décembre 2024 et septembre 2025 :</p>

Paramètre	% de valeurs non-conformes sur la période	Dépassement maximal
Température	61 %	40,4 °C
pH	1 %	minimum mesuré à 2,6
Indice hydrocarbures	1 %	12,4 mg/L
Phosphore total	3%	10,5 mg(P) /L

Le constat des dépassements réguliers de la température limite a déjà été réalisé lors de la visite d'inspection du 21/06/2024.

Afin de limiter les dépassements en termes de température, l'exploitant a installé sur son site un dispositif visant la récupération de la chaleur des effluents produits.

Malgré la mise en place de ce dispositif, la température des effluents est toujours non-conforme.

Toutefois, l'exploitant a déclaré avoir récemment identifié un mode de fonctionnement de ce nouveau système conduisant au débordement d'une cuve de récupération des effluents encore chauds. Les effluents étaient alors directement envoyés vers le système de pré-traitement du site. L'exploitant déclare avoir depuis corrigé ce fonctionnement.

Observations :

Les dépassements pour les autres paramètres sont jugés tolérables au vu de leur fréquence et de leur intensité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux dernières modifications apportées, il est attendu de l'exploitant un retour à la conformité concernant la température de rejet de ses effluents.

Une nouvelle visite d'inspection sera menée en 2026 afin de vérifier cet aspect.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

<p>Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.</p> <p>L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, il a été constaté que les dépassements de la température maximale du mois de septembre 2025 étaient justifiés sur la plateforme de télédéclaration GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Contrôle de recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses des eaux résiduaires sont réalisées par un organisme extérieur (aquanalyse). Concernant le suivi en continu, l'exploitant déclare que son équipe de maintenance procède à un étalonnage hebdomadaire des sondes du site et qu'un prestataire extérieur vérifie annuellement l'étalonnage des sondes.</p> <p>L'exploitant présente lors de la visite d'inspection un rapport de vérification du capteur de hauteur d'eau (permettant le suivi indirect du débit) de la société ENDRESS+HAUSER daté du 18 août 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>